

IDÉES/

Mark Lilla

«Aux Etats-Unis comme en Europe, le mot “libéral”, au sens des Lumières, est devenu une insulte»



L'historien des idées et essayiste déplore les attaques de toutes parts contre le libéralisme intellectuel et politique, celles émanant du trumpisme comme celles, plus «insidieuses», de la gauche «woke».

Recueilli par
SIMON BLIN
Dessin
LUCAS BURTIN

Au lendemain de l'élection de Donald Trump en 2016, il avait étreillé la gauche américaine et sa défense des identités ethniques ou de genre dans un essai polémique, *la Gauche identitaire. L'Amérique en miettes* (Stock). Mark Lilla, professeur à l'université Columbia (New York) et historien des idées, y critiquait féroce-ment l'*«idéologie diversitaire»* au sein du camp progressiste et sa dénonciation un peu trop bruyante des discriminations. Pour cet Américain francophone, le «culte de l'identité» éloignerait le Parti démocrate des classes populaires. Ou le fameux «lutte des classes *versus* lutte des races et des sexes».

La charge de cet essayiste à l'air sévère, qui se définit comme «libéral» et «centriste», avait ravi la droite. A gauche, elle avait été perçue comme l'expression d'une identité de blanc privilégié. Entre pairs, le débat était monté dans les tours, Lilla ayant dû parer quelques attaques acides, comme celle de sa collègue à Columbia Katherine Franke, qui l'avait comparé à l'an-

cient chef du Ku Klux Klan David Duke. Près d'une décennie plus tard, alors qu'un Trump plus autoritaire que jamais est revenu au pouvoir et cible, entre autres, les campus américains, l'intéressé se défend d'avoir contribué à la contre-révolution en cours dopée à l'anti-wokisme et persiste à voir les «wokes» comme une menace, certes, moins «directe» que le trumpisme, au pluralisme intellectuel. **Comment réagissez-vous à l'offensive de Trump contre les universités, notamment celles de Ivy League dont Columbia fait partie, qu'il accuse de «wokisme»? Cela vous met-il mal à l'aise, ou au contraire, vous vous y retrouvez un peu?**

Je suis profondément mal à l'aise. Ce que je vois là, ce n'est pas une volonté de réforme, mais une instrumentalisation crasse. Les universités ne sont pour Trump et ses soutiens qu'un symbole de plus dans leur guerre culturelle. Un symbole de la «trahison des élites» et du déclin de la pensée rationnelle. Ces attaques contre l'université, c'est du Charles Maurras pur jus. Je pense ici à son essai de 1903, *l'Avenir de l'intelligence*, où il attaque violemment les intellectuels bien avant que Julien Benda n'écrive *la Trahison des*

clercs [1927]. Cela dit, je ne pleure pas la disparition de certaines choses.

Lesquelles?

Les bureaucraties DEI (programmes de «diversité, équité et inclusion») étaient devenues tentaculaires, radicalisées. Ce qui avait commencé comme un engagement pour l'égalité s'est parfois transformé en idéologie anti-blancs. On imposait aux candidats à des postes universitaires de signer des déclarations de loyauté à cette idéologie, on encourageait les étudiants à dénoncer des «micro-agressions», souvent sanctionnées de manière disproportionnée. Ironie du sort, ces mêmes structures n'ont pas levé le petit doigt quand des étudiants juifs ou pro-israéliens ont été agressés verbalement par des manifestants antiguerre à Gaza. Les trumpistes y ont trouvé là leur meilleur prétexte pour exiger leur fermeture. Les wokes ont été pris à leur propre piège. Aujourd'hui que tout a été rasé, j'espère qu'on pourra reconstruire quelque chose de plus sain, de plus juste – sans toutes ces conneries wokes.

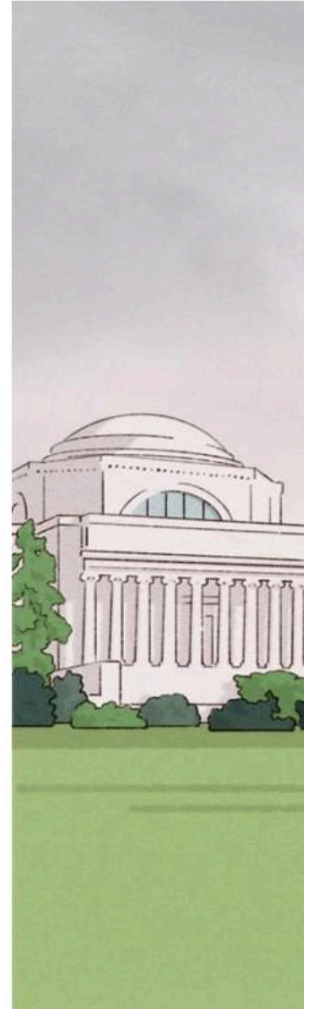
Mais voir votre critique du progressisme culturel récupérée par l'extrême droite ne vous dérange pas?

Je ne pensais pas que cela irait aussi loin. Ce que ni la droite ni la gauche

n'ont compris dans *la Gauche identitaire...* c'est que c'était un livre de stratégie politique, pas un jugement moral. Mon propos était simple: si les démocrates veulent regagner la confiance de l'électorat majoritaire et du centre, il faut arrêter avec le jargon woke qui s'obstine à ne parler que des identités ethniques, sexuelles, de causes sociétales qui crispent et fragmentent, les enfants trans dans le sport, les débouillonnages de statues, etc., et se concentrer sur un discours économique, social, de solidarité. Sinon, comment redevenir une force fédératrice capable de convaincre les citoyens qu'ils partagent un destin commun, puis de gouverner? Mais à gauche, on a vu en moi un traître, et à droite, une mascotte. Pendant un temps, j'ai été l'animal de foire préféré que les conservateurs américains exposaient dans leur ménagerie. Que voulez-vous? Les Etats-Unis ne sont pas un pays de lecteurs subtils...

Pour autant, la dénonciation du wokisme ne justifie ni les arrestations d'étudiants ni les attaques contre les disciplines comme les études de genre ou le climat, si?

Absolument pas! C'est inédit, consternant, et potentiellement très dangereux. On peut espérer qu'un



futur président démocrate renversera rapidement la vapeur. Mais il faudrait aussi que les présidences d'universités fassent leur part du travail, remettre un peu de pluralisme intellectuel et politique dans les facts.

Il n'y en a pas assez, selon vous? Depuis quarante ans, la politique américaine est façonnée par des conservateurs. Bien que des présidents démocrates soient entrés à la Maison Blanche, c'est la vision de Ronald Reagan, moins d'impôts, moins de solidarité économique et toujours plus d'individualisme, qui domine et redessine désormais le paysage mondial. Tout au long de cette période, les républicains réac-



tionnaires ont pris le contrôle des législatures des Etats et des postes de gouverneur, où se concentre une grande partie du pouvoir dans le gouvernement américain.

Et pourtant, à regarder les programmes de nos universités, on croirait vivre sur une autre planète: tout est toujours plus à gauche! Cela témoigne d'une forme de déconnexion. A Columbia, les étudiants ont un cours obligatoire d'un an en philosophie politique et pas un seul auteur conservateur n'y est étudié. Edmund Burke [1729-1797] a été évincé pour faire de la place à des lectures sur l'anticolonialisme ou l'environnement. C'est, selon moi, le symptôme d'un déséquilibre

intellectuel devenu structurel dans les universités américaines.

Pour vous, la liberté académique est menacée aux Etats-Unis? Et, si oui, par qui: les trumpistes ou la gauche universitaire?

Les deux camps la menacent, mais de manière différente. Donald Trump représente évidemment le danger le plus direct. Il veut intervenir dans la structure même des universités, leurs financements, leurs effectifs, imposer une ligne politique conservatrice et réactionnaire. La gauche «woke» agit plus insidieusement. Cela consiste à ne plus embaucher de professeurs dits «conservateurs», donc ces voix ne sont plus jamais entendues, jamais

«Depuis 40 ans, la politique américaine est façonnée par des conservateurs. [...] A regarder les programmes de nos universités, on croirait vivre sur une autre planète: tout est toujours plus à gauche!»

enseignées. Ce n'est pas une attaque directe contre ceux qui sont déjà en poste, mais un verrouillage intellectuel en amont. En ce sens, oui, les universités sont des bastions du progressisme culturel.

La gauche américaine a-t-elle tiré des leçons de l'élection de Trump ou persiste-t-elle dans ses erreurs?

Il n'y a pas une seule gauche aux Etats-Unis. Ce n'est pas Paris ici. Washington est la capitale politique, New York celle des médias et de l'argent, la Silicon Valley de l'innovation, Los Angeles du divertissement, et les universités, soi-disant, des idées. Cela donne des gauches culturellement très différentes.

A Washington, les démocrates sont centristes; à New York, libéraux progressistes; la Silicon Valley est un mix d'extrême droite libertarienne et de gauche technophile; Hollywood, c'est la gauche bête et moralisante; les campus, eux, sont le fief de la nouvelle gauche mélenchonisée, dirait-on en France.

Et seuls Hollywood et les facs semblent encore croire que nous sommes en 2015, quand Trump n'avait pas encore accédé au pouvoir. Le problème est que ce sont elles, entre autres, qui forment les imaginaires politiques.

Vous avez écrit sur la notion de «réaction». Comment interprétez-vous l'ascension de leaders comme Milei, Orbán ou Meloni, que Macron regroupe sous l'étiquette d'«internationale réactionnaire»?

Je parlais plutôt d'«internationale antilibérale». Ce qui me sidère, c'est la vitesse à laquelle, aux Etats-Unis comme en Europe, le mot «libéral», au sens du libéralisme politique, celui des Lumières, est devenu une insulte. On n'avait pas vu ça depuis l'entre-deux-guerres. Ce qui me fait encore plus peur, c'est l'influence grandissante de la «manosphère» crypto-fasciste. Quelqu'un comme l'influenceur masculiniste Andrew Tate y joue un rôle important en alimentant le culte de la cruauté, de l'autorité brutale, du mépris des femmes et des plus faibles. Malgré son inculpation pour viols et trafic d'être humains, ce dernier est soutenu par Donald Trump. Cette violence qui n'a rien à voir avec la nostalgie politique pour un passé mythifié. Cette internationale antilibérale, c'est du nihilisme qui rejette toute rationalité et idée de bien commun.

Quel avenir pour le libéralisme politique face au populisme et à la technocratie?

Pour la première fois de ma vie, je me demande sérieusement si le libéralisme, en tant que système constitutionnel avec ses contre-pouvoirs, auxquels Trump s'attaque, a encore un avenir. Cette idée est aujourd'hui menacée de toutes parts. Peut-être que la nature humaine elle-même est en train de changer. Il va falloir regarder le monde sans ceillères, comprendre qui nous sommes devenus, et repenser de fond en comble nos catégories politiques. J'ai toujours de l'admiration pour le libéralisme qui se fonde sur l'autonomie individuelle et la tolérance – et je n'ai aucune envie de finir en nostalgique politique, comme ceux que j'ai moi-même décrits dans *L'Esprit de réaction* et qui veulent retourner avec fureur dans un âge d'or révolu ou qui n'a peut-être jamais existé. ◆